SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1847.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi qui régularise la circonscription cantonale.

(Voir les Nos 290 et 298 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport de la Commission à laquelle vous avez renvoyé le Projet relatif à la régularisation de la circonscription cantonale.

Depuis la Loi du 4 août 1832, le Gouvernement a nommé successivement à tous les sièges devenus vacants; mais parmi les 205 justices de paix du Royaume, il en est 59 où la nomination des juges est antérieure à cette Loi, circonstance qui rend leur situation précaire. On a senti la nécessité de conférer aussi à ces derniers l'inamovibilité que tous les juges doivent avoir en vertu de l'article 100 de la Constitution.

On avait différé de donner suite à la première disposition de l'art. 54 de la loi précitée, portant le terme du 1^{er} janvier 1834, pour la nomination des Juges-de-Paix, en vue des modifications à apporter à la circonscription des cantons; en effet, la réunion de plusieurs était désirable et d'autres changements encore paraissaient devoir être admis. Toutefois, le Projet soumis à cette fin à la Législature, le 22 février 1834, fut abandonné, la Chambre des Représentants ayant adopté, dans sa séance du 18 mars 1846, les conclusions du rapport de la Commission qui avait examiné le Projet, et auquel le Gouvernement s'était rallié; savoir: de ne plus s'occuper d'un travail d'ensemble de circonscription cantonale, mais seulement de projets spéciaux qui seraient présentés.

La loi du 26 février 1847 a prescrit, en conséquence, que la nomination des Juges-de-Paix et de leurs suppléants serait faite avant le 15 mai 1847; cette disposition étant applicable à tous les cantons, on devrait de suite nommer douze Juges-de-Paix pour autant de cantons qui existent de droit, mais qui n'ont pas en ce moment de titulaires, et dans lesquels la justice est rendue par des juges d'un canton voisin.

Cependant cet état de choses existe depuis plusieurs années, il n'offre pas d'inconvénients aux justiciables, et en supprimant légalement ces cantons, on pourra éviter une dépense annuelle de 19,200 francs; il y avait des motifs suffisants pour ne pas nommer à ces places vacantes depuis longtemps, et c'est pour pouvoir les supprimer définitivement, que M. le Ministre de la Justice a présenté le Projet de loi qui est soumis au Sénat.

Ainsi, l'article 1^{er} porte la suppression, à dater du 15 mai prochain, de deux cantons dans chacune des villes de Gand, Liège et Bruges, et d'un canton dans celles de Courtray, Mons, Charleroy, Tournay, Louvain et Alost.

L'article 2 fixe la réunion des cantons supprimés à d'autres cantons de ces villes.

L'exposé des motifs fait observer qu'en admettant le tableau de la circonscription actuelle, on ne préjuge rien sur les changements partiels déjà demandés ou à introduire ultérieurement; ainsi des demandes de cette nature sont encore en instruction, entre autres, celles relatives à la suppression du 1^{er} canton de Nivelles et du 2 canton d'Audenaerde. Entretemps, on ne nommera pas de titulaires pour les deux cantons dont s'agit, jusqu'à ce que la législature se soit prononcée sur leur suppression. C'est ce qui est mentionné dans des notes jointes au tableau.

L'art. 3 du projet est relatif aux greffiers qui seront privés de leur emploi par suite de la mise en vigueur de cette loi; il leur conserve leur traitement fixe, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés, à moins qu'il y ait lieu de les mettre à la retraite; un membre de votre Commission ne peut admettre cette disposition et fait ses réserves pour présenter un amendement lors de la discussion.

L'art. 4 du Projet est en corrélation avec la Loi du 25 ventôse an II; le nombre des notaires ne devra pas subir de modifications, par suite de la suppression des cantons.

L'art. 5 de la Loi arrête la circonscription cantonale. Le tableau y joint servira de base à la nomination des juges-de-paix qui aura lieu avant le 15 mai 1847; mais pour les cantons d'Audenaerde et de Nivelles, ainsi que nous venons de le faire remarquer plus haut, la nomination des juges-de-paix n'aura pas lieu en attendant une nouvelle disposition législative, portant la suppression de ces cantons, actuellement non pourvus de titulaires.

Votre Commission émet l'opinion qu'il eût été plus régulier de ne pas tenir en suspens la loi du 26 février 1847, quant à ces deux cantons seulement, si leur maintien n'est pas nécessaire, cette question lui paraissant susceptible d'une solution immédiate.

Votre Commission vous propose, par mon organe, l'adoption du projet de loi.

DINDAL.

Le Baron DE BARÉ DE COMOGNE.

Le Comte DE RENESSE BREIDBACH.

D'HOOP, Rapporteur.